

L'Allemagne face au dilemme de la diversité démographique

Dans un contexte de permanente discrimination à l'égard des étrangers, les «gastarbeiter» (travailleurs invités) et personnes de teint plus foncé, l'Allemagne se trouve devant l'urgent besoin de repenser l'ambivalence avec laquelle elle gère la diversité de sa population, écrit Francesca Dziadek de l'Inter Presse Service (IPS) une agence indépendante du journalisme et de communication pour un changement global.

Dans un reportage intitulé «L'Allemagne en querelle avec la diversité de sa population», l'IPS signale que 20% de la population allemande, soit 16 millions d'habitants, sont des descendants d'immigrés. Les données démographiques signalent que 25% des Allemands de moins de 25 ans sont fils d'immigrés, actuellement dénommés «nouveaux allemands» qui réclament «visibilité, représentation et participation sociale et politique». La première génération perd rapidement patience devant l'incapacité de l'Etat de réparer les préjudices causés par les délits raciaux et années d'exclusion. Dans une exposition sous le thème «Berlin : ville de la diversité», organisée pour la commémoration des 775 ans de l'histoire de la capitale d'Allemagne, des travailleurs turcs, qui avaient sacrifié leur vie dans les chaînes de montage des gigantesques usines de Siemens et Telefunken, rappellent qu'ils avaient été emmenés de leur pays à cause de la pénurie de main-d'œuvre à la suite de la construction du Mur de Berlin en 1961. Aujourd'hui, leurs petits-fils continuent de lutter contre la vieille mentalité de la société allemande qui se nourrit encore de vieux slogans discriminatoires et non inclusifs.

A la suite de la chute du Mur de Berlin en 1989, le terme «intégration» est revenu sur la scène comme un cri de guerre pour la réunification de l'Allemagne. Au moment où les deux parties de Berlin (orientale et occidentale) célèbrent avec effusion l'événement, des minorités moins visibles, tels des Vietnamiens à l'ouest et travailleurs invités à l'Est, se sont trouvés devant un obstacle additionnel. Il s'agit cette fois d'un inaccessible mur de cristal qui est plus dur à détruire que celui de ciment. «Le terme intégration ne m'avait jamais plu», a indiqué la célèbre journaliste turco-allemande Hatice Akyün, lauréate du Prix Intégration 2001 de Berlin qui écrivait dans le quotidien Der Tagesspiegel qu'il est «convenable de se poser des questions : qui intègre qui, comment et pourquoi».

En 2005, alors préoccupée par le vieillissement de la population et de la baisse du taux de natalité qui menaçaient l'équilibre démographique, l'Allemagne a dû assouplir la législation sur l'immigration. Elle a élargi l'éventail des critères d'accueil des étrangers en autorisant l'entrée à des professionnels hautement qualifiés et licenciés universitaires d'autres pays pour un séjour d'une durée d'un an en vue de rechercher un emploi dans le pays. C'est la bienvenue donnée aux immigrés autonomes, retient L'IPS, une institution Internationale de Communication et d'information au service des voix du Sud et de la société civile en matière de développement, globalisation, droits humains et environnement.

En réponse à l'actuelle crise économique, la «carte bleue» de l'Union européenne, un permis de travail, est entrée en vigueur en août dernier et a été mise en marche également la campagne «Bienvenue en Allemagne», un projet de professionnels qualifiés qui informe sur les possibilités de venir s'installer et vivre dans ce pays.

Le secteur public est appelé à son tour à résoudre le problème de la diversité pour la simple raison qu'il compte uniquement 13% de fonctionnaires issus d'autres minorités, alors que ce pourcentage atteint 20% en France et en Grande-Bretagne, selon l'Organisation pour la Coopération et le développement Economique (OCDE).

L'IPS suggère que la reconnaissance des délits racistes constitue un important pas sur la voie d'atteindre une Allemagne plus diverse et intégratrice.